

favoriser une expansion majeure de l'économie à mesure que nous avons maîtrisé les dangereuses pressions des prix inflationnistes. Pour rafraîchir la mémoire des députés de l'opposition, j'aimerais donner un bref aperçu des mesures que le gouvernement a prises pour faire faire demi-tour à l'économie...

M. Baldwin: La mettre sens dessus dessous!

L'hon. M. Benson: ...pendant les neuf ou dix derniers mois. En mars dernier—même si le critique financier de l'opposition officielle s'inquiétait de l'inflation et proposait des réductions de dépenses et des hausses d'impôt—nous avons présenté un budget expansionniste représentant une augmentation des besoins de trésorerie de plus de 750 millions de dollars. En juin, nous avons accru les montants versés aux provinces d'environ 350 millions. Un autre montant de 73 millions a été affecté au programme d'emplois d'été pour les étudiants et à des programmes supplémentaires d'assistance sociale. En août, nous avons consacré un montant supplémentaire de 100 millions au budget d'établissement de la Société centrale d'hypothèques et de logement, puis un autre montant de 140 millions en 1971 pour financer un nombre additionnel de 15,000 logements à coût modique. La construction de ces logements est actuellement en cours dans les régions où le besoin se fait sentir et où le chômage est le plus accentué. En même temps un programme spécial d'investissement au montant de 60 millions et d'autres projets ont été mis sur pied dans les régions à lente expansion économique et pour le recyclage de la main-d'œuvre.

• (3.30 p.m.)

Comme je l'ai déjà signalé, nous avons fait tout cela par étapes, à mesure que nous constatons qu'il était logiquement possible de prendre des mesures supplémentaires compatibles avec le maintien de la stabilité économique. En décembre, nous avons jugé que nous pouvions prendre d'autres initiatives—ce que nous avons fait. Le budget de décembre prévoyait des dépenses additionnelles de 100 millions de dollars pour la présente année financière et de 400 millions pour l'année financière 1971-1972, soit 500 millions de dollars en tout.

Dans l'exposé budgétaire de décembre, j'ai annoncé une majoration de 10 p. 100 des prestations d'assurance-chômage, une dépense additionnelle de 23 millions en vue d'améliorer les moyens de production dans les régions les plus touchées par le chômage, une autre de 20 millions pour la construction de routes et autres services locaux en vue de la construction du nouvel aéroport international de Montréal, une autre somme de 40 millions de dollars attribuée à la Société centrale d'hypothèques et de logement pour la construction d'autres logements à coût modique, en plus des 15,000 unités déjà mentionnées; l'exposé prévoyait aussi des prêts au montant global de 150 millions aux provinces pour des programmes d'investissement devant créer rapidement de nouveaux emplois, un programme de subventions industrielles destiné au Sud-Est de l'Ontario et au Sud-Ouest du Québec, des prêts directs et des assurances sur les prêts à l'industrie de la chaussure, une aide substantielle à l'industrie navale et une allocation supplémentaire d'amortissement en vue d'encourager l'expansion rapide des investissements dans les industries de fabrication et de transforma-

tion. J'ai dit alors que le programme de prêts de 150 millions de dollars devait encourager les provinces à entreprendre immédiatement des travaux qu'elles n'auraient pu, sinon, financer à l'heure actuelle.

Nos activités progressent rapidement. Nous nous sommes entendus avec le Québec pour lui affecter toute sa part des crédits qui s'élève à 70 millions de dollars. Des contrats sont passés pour la construction de sections d'une autoroute traversant la ville de Montréal et qui se raccordera à la Transcanadienne. Il y a déjà mille hommes au travail sur le chantier et le gouvernement du Québec prévoit qu'il y en aura 2,400 en avril. On créera plusieurs fois ce nombre d'emplois pour la fourniture et le transport des matériaux jusqu'au chantier. Nos hauts fonctionnaires sont convenus avec le gouvernement de la Colombie-Britannique de lui allouer 37 millions de dollars sur la part qui lui revient du fonds de prêts destinés à des projets municipaux. Cette province prévoit que les travaux vont démarrer immédiatement. Nous avons vu les représentants des autres provinces pour accélérer leurs projets, et elles doivent nous présenter des demandes dans les prochains jours. Les projets sérieux seront approuvés sans délai.

L'opposition nous accuse de complaisance à propos du chômage. Cette allégation est absurde. Le premier ministre (M. Trudeau) et les membres du cabinet passent le plus clair de leur temps à étudier et à prendre des mesures visant à améliorer le sort des Canadiens.

M. Baldwin: Ce n'est pas ce que nous observons.

L'hon. M. Benson: Ce qui prouve que l'opposition, comme d'habitude, n'écoute plus depuis cinq minutes. Nous avons pris les décisions nécessaires pour réussir à contrôler la pire escalade des prix et des coûts, et nous prendrons les décisions voulues pour assurer une expansion économique vigoureuse et soutenue.

L'effet de toutes ces modifications de la politique fiscale et monétaire au cours des 10 derniers mois a été d'assurer un vigoureux stimulant à l'expansion de l'économie canadienne. Comme il était à prévoir, toutefois, ces mesures n'ont pas satisfait les membres de l'opposition. Ces partis oppositionnistes, monsieur l'Orateur, n'avaient aucune politique, aucun programme à offrir pour régler convenablement les problèmes antérieurs qui ont affligé notre économie, et ils sont à court d'idées sensées pour ce qui est de nos besoins actuels. Je crois qu'ils se sont engagés dans une folle équipée et c'est à qui devancerait l'autre pour ce qui est d'exiger des dégrèvements fiscaux et une augmentation des dépenses gouvernementales sans tenir compte le moindre des dommages sérieux que pourrait subir notre économie si ces propositions étaient adoptées. Le parti conservateur, l'opposition officielle, semble avoir autant d'idées sur l'économie qu'il a de porte-parole. Pas étonnant, car lorsqu'il était au pouvoir il y a plusieurs années—et certains membres du gouvernement de l'époque occupent encore des sièges en face—le pays a connu la plus longue et la plus grave période de chômage de l'après-guerre.

Un exemple flagrant de cette façon de penser échevelée du parti conservateur, c'est l'attitude mouvante du critique financier du parti, l'honorable député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert). En mars dernier, alors que le gouvernement croyait le temps venu de relancer l'économie, il lui reprochait une augmentation proposée des dépenses